



Communiqué du 11/12/2018

La FNEC FP-FO appelle à la grève et aux manifestations le 14 décembre

Confronté à la colère des gilets jaunes et des lycéens, le président de la République tente d'endiguer le mouvement en prétendant apporter des réponses. En réalité, les propos du Président Macron ne sont qu'enfumage et confirmation des orientations gouvernementales en matière de contre-réformes.

Il ne répond pas à l'augmentation générale des salaires, encore moins à l'augmentation du point d'indice qui a perdu 18% en 11 ans.

Les pensions des retraités restent désindexées de l'inflation.

Rien sur les services publics et les suppressions de postes, sinon l'annonce de la poursuite des contre-réformes, et le financement des quelques mesures par l'impôt.

Rien sur les revendications des enseignants et des lycéens (Parcoursup, réforme du bac et du lycée...), dans un contexte où la répression brutale à l'encontre de la jeunesse s'amplifie.

La prétendue hausse du SMIC est en fait financée par la baisse des cotisations sociales : c'est la poursuite du pillage de la sécurité sociale. Ce qui sera donné d'une main sera repris de l'autre. Ces annonces vont obligatoirement se traduire par de nouvelles coupes dans les budgets.

Dans ce contexte, de nombreuses Unions Départementales, de nombreux syndicats appellent à faire grève et à manifester le 14 décembre, en soutien aux revendications exprimées par les gilets jaunes. Des Assemblées générales se tiennent, notamment dans les lycées, pour établir les revendications et décider la grève le 14.

La FNEC FP-FO appelle tous les personnels à se réunir en Assemblée Générale, pour établir les cahiers de revendications et décider la grève le 14 décembre, à prendre toutes les dispositions et initiatives pour dénoncer la répression dont sont victimes les lycéens, pour les protéger et leur permettre d'exprimer leurs revendications.

Elle s'est adressée au ministre de l'Éducation nationale pour lui demander à être reçue immédiatement : la répression doit cesser, le ministre doit répondre aux revendications.

Montreuil le 11 décembre 2018